FONDÉ EN 1891

LE NUMÉRO 15 CENTIMES

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING

Mardi 10 Mai 1921

LE NUMÉRO 15 CENTIMES

BIBL. MUNICIPALE LILLE

MANIFESTATIONS CONTRE LA GUERRE

Des combats sanglants se sont déroulés entre manifestants et policiers aux Portes de Paris

Paris, 8 mai. — Répondant à l'appel du Comité établi contre la guerre, les révolutionnaires de la région parisienne (communistes, syndicalistes et libertaires) se sont rendus cet après-midi au Pré Saint-Gervais porteurs de leurs bannières.

Sur la butte du Chapeau-Rouge, ont été tenus des meetings en plein air pour protester contre l'appel de la classe 19.

A 15 heures, après le chant de l'Internationale, les discours commencent. Ont parlé aux six tribunes : Monmousseau, Jouhe, Tomasi, Cachin, Lucie Colliard, Labonne, Charles Rappoport, Charles Pioch, Rousset, David Lartigue, Vaillant-Couturier, Dejonghes, Monatte, Henri Torès et Alexandre Blanc.

Première bagarre

A la suite de la manifestation du Pré-Saint-Gervais, les manifestants se sont formés en cortège à 17 heures, et se sont rendus, bannières déployées, à la mairie du Pré Saint-Gervais, où Marcel Cachin a prononcé une allocution.

Ses paroles sont couvertes par les cris de : « A bas la guerre ! »

A 17 heures 45, les manifestants se sont disloqués dans le plus grand calme, mais à 17 heures 50, un groupe compact de manifestants ayant leurs bannières déployées, ont voulu passer la porte du Pré Saint-Gervais pour se rendre en cortège dans Paris. Ils se sont heurtés à un fort cordon de gardiens de la paix et de gardes municipaux qui les ont arrêtés.

Aussitôt, les manifestants se sont mis à jeter des pierres sur le service d'ordre et une violente bagarre s'est produite. Les agents, pour se dégager, ont dû mettre sabre au clair et tirer des coups de revolver en l'air. Les manifestants se sont alors rendus au pas de course dans le Pré Saint-Gervais.

Au cours de la bagarre, plusieurs agents et des manifestants ont été blessés.

La police charge

A 17 heures 15, les manifestants qui se trouvent sur le talus élevé des fortifications, situé entre la porte du Pré Saint-Gervais et la porte Brunet, jettent des pierres sur les agents. Ces derniers, après avoir tiré plusieurs coups de revolver en l'air, escaladent le talus et repoussent les manifestants, qui s'enfuient dans plusieurs directions.

Pendant ce temps, des gardes républicains à cheval dégagent le boulevard Serrurier.

Bataille !

Un peu avant 19 heures, une sérieuse bagarre s'est produite boulevard Serrurier en face du numéro 95.

Des manifestants apercevant des automobiles amenant des gardiens de la paix en renfort, ont tiré des coups de revolver dans la direction des voitures. Heureusement, personne n'a été atteint, mais les agents sont descendus des véhicules et une violente bagarre a eu lieu. Les manifestants ont brisé des grilles d'arbres et se sont servis des morceaux de fonte en guise de projectiles. Aussitôt, les agents ont chargé, les manifestants et ceux-ci se sont réfugiés dans la station du Métropolitain Pré-Saint-Gervais, qui se trouve à proximité et plusieurs personnes, au cours de cette bagarre, ont été blessées. Les manifestants devant les forces de police se retirent et le calme renaît enfin, sur ce point, à 19 heures 15. Le Chapeau-Rouge est dégagé et à 19 heures 30, le service d'ordre est levé.

Un mort, des blessés des prisonniers

Plusieurs arrestations ont été opérées au cours de la journée, notamment celle d'un terrassier, M. Schoendore, demeurant 41, rue Voltaire, qu'on a trouvé porteur d'un revolver, dont une balle avait été récemment tirée; de M. Douaert, trésorier de la 17e section du Parti Communiste, qui a été appréhendé au moment où il jetait des pierres; de M. Gougenn, âgé de 16 ans, demeurant impasse Montferrant, arrêté à l'instant même où il venait de briser une grille d'arbre.

Parmi les blessés, se trouve un jeune homme, Hermenn, âgé de 15 ans, qui a reçu une balle de revolver et qui a dû être conduit à l'hôpital Saint-Louis. Un homme d'une soixantaine d'années, M. Leroux, demeurant 41, rue de la Couronne, qui passait devant le 56 de la rue Mouzaia, au moment des bagarres, est décédé subitement. On croyait que cet homme avait été blessé par un projectile, mais vérification faite, on a reconnu qu'il était mort d'une embolie.

Vers 19 heures 45, M. Vaillant-Couturier, député de la Seine, accompagné de M. Tomasi, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, s'est rendu au commissariat de la rue du Général-Brunet, pour réclamer la mise en liberté des manifestants arrêtés au cours de la journée, mais, vu les délits relevés, on n'a pu leur accorder satisfaction. (Havas).

A Limoges, la manifestation s'est déroulée dans le calme

Limoges, 8 mai. — Une manifestation organisée contre la guerre, comprenant plus de 5.000 personnes, a parcouru, ce matin, les boulevards de la ville, précédée de bannières rouges et de pancartes des groupes socialistes, communistes, libertaires de la Bourse du Travail.

Les élus socialistes, ayant à leur tête Betoulle, député-maire, ouvraient la marche. Les manifestants, qui chantaient des refrains révolutionnaires, ont crié et sifflé devant les maisons pavoisées à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc.

Avez-vous eu des dommages de guerre ?

VOUS AVEZ JUSQU'AU 31 AOUT POUR DEMANDER VOTRE INDEMNITE

L' « Officiel » publie une loi prolongeant jusqu'au 31 août 1921 le délai imparti pour le dépôt des demandes d'indemnité de dommages de guerre.

VOYAGES MINISTÉRIELS

M. Loucheur à Roubaix

En présidant la Fête du vingtième anniversaire de la Mutuelle Nadaud le Ministre des Régions libérées a fait d'importantes déclarations :: ::

La « Mutuelle Nadaud » tenait, hier, à Roubaix, son assemblée générale statutaire et fêtait son vingtième anniversaire.

M. Louis Loucheur, ministre des Régions Libérées, avait promis d'y assister. M. Léopold Mabilleau, président de la Fédération Nationale de la Mutualité, était également annoncé, mais, retenu au dernier moment, il n'a pu venir.

L'assemblée eut lieu à l'Hippodrome. Plusieurs discours y furent prononcés, notamment par M. Loucheur, qui dit sa grande estime pour les œuvres d'où toute préoccupation politique ou religieuse est rigoureusement bannie et où l'on n'a d'autre vouloir que de faire une France plus grande et plus belle par la fraternité.

« Il faut que l'Allemagne nous fiche la paix »

A 2 heures, dans la salle de la société de gymnastique « L'Anciennes », rue du Grand-Chemin, un banquet de plus de 300 couverts réunissait les amis de la mutualité. On distinguait, parmi les convives : MM. Loucheur, Naudin, préfet du Nord; Eugène Motte, ancien député-maire; Fernand Motte, Joseph Wibaux, Emile Toulemonde, Jean et Albert Prouvost, Duquenne Emile Duboic, Julien Lagache, Gautier, Lerouge, Robert, inspecteur du travail, etc.

Des toasts furent portés par MM. Emile Dubois, Paul Fernandez, Victor Catteau, Fernand Motte, Liégeois-Six, Georges Petit, Edouard Duquenne, le docteur Desrousseaux, Huvin-Eckmann, Emile Toulemonde, Eugène Motte, le préfet.

M. Jacques Passerot dit quelques vers très applaudis à la Mutualité.

M. Louis Loucheur prit la parole en dernier lieu.

Le ministre ne pouvait manquer d'évoquer le contraste qui s'établissait entre cette réunion de famille et l'assemblée de Londres, où, deux jours avant, se discutait l'un des plus graves problèmes qui puissent intéresser l'Europe.

L'ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Armement, n'est pas de ceux qui croient à la nécessité de perpétuer la guerre. Il déclare vouloir consacrer à rendre impossible la guerre toute l'énergie qu'il a pu employer à la faire quand il le fallait.

« Nous n'avons pas, dit-il, le désir d'écraser l'Allemagne. Elle a le droit de vivre; ses enfants ont le droit de travailleur. Mais il faut qu'elle nous fiche la paix. Et, pour cela, il faut qu'elle désarme, il faut que le dernier canon, le dernier fusil, la dernière mitrailleuse, soient détruits chez elle ».

« On a pu nous reprocher d'avoir accepté, à Londres, un dernier atermoiement Il faut tenir compte de ce que l'union avec nos alliés est nécessaire. Nous n'avons cédé que ce qu'il fallait, résignés à nous livrer aux orages parlementaires...

« Mais jeudi prochain, nous aurons la réponse des Allemands. C'est le dernier délai qui leur sera accordé. Si les Allemands n'acceptent pas nos conditions, le matin du 13 mai verra nos troupes pénétrer dans la Ruhr ».

M. Loucheur, après cette déclaration, remarque avec la plus vive satisfaction combien tous les Français sont d'accord à ce sujet, puisque tous, chacun dans sa sphère, si étroite, si obscure soit-elle, travaillent en somme à l'accomplissement de la même œuvre, dans laquelle, devant le danger, se résolvent tous les contrastes, et qui triomphera de tous les obstacles : l'Union pour la Paix.

Le ministre, à plusieurs reprises, fut chaleureusement ovationné.

De la part de son collègue de l'Hygiène et de l'Assistance, M. Loucheur remit diverses récompenses à des membres de la Mutuelle Nadaud : la médaille d'honneur à M. Pollet; une mention honorable à MM. Devos et Chantrame; des diplômes d'honneur à MM. Catteau, Mispreuw et Doutreluigne.

UNE VISITE AUX ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Le matin, avant l'assemblée de la Mutuelle Nadaud, M. Loucheur avait rendu visite à l'Hospice Barbieux. Il y reçut, des mains de M. Despatures, vice-président des Hospices de Roubaix, un projet de création d'une maison de retraites.

Le ministre, en partant, remit à l'économe une obole de 1.000 francs pour l'amélioration de l'ordinaire des Hospices. Il s'est rendu ensuite à l'hôpital de la Fraternité, dont il a visité les divers services.

M. Daniel-Vincent a inauguré la Foire-Exposition de Tours

Tours, 8 mai. — M. Daniel Vincent, ministre du Travail, a présidé, ce matin, l'ouverture de la Foire-Exposition de Tours, devant une nombreuse assistance. Il a inauguré le bureau de placement départemental et municipal. Il a visité les diverses expositions et s'est rendu ensuite au Bélodrome, où il a assisté à la dernière course de motocyclettes.

Le ministre a inauguré au parc de Grammont, le stade athlétique.

M. Daniel Vincent a été chaleureusement acclamé par la population tourengelle.

M. Trépont, ancien Préfet du Nord rentrerait dans l'Administration

Paris, 8 mai. — On annonce que M. Trépont, ancien préfet du Nord, sera prochainement appelé à une très haute fonction administrative.

Une veuve de guerre a gagné le million

Auxonne, 8 mai. — C'est une dame Pavoley, veuve de guerre, mère de deux enfants, cultivatrice à Villersrotin, qui est la gagnante du lot d'un million du dernier tirage du Crédit National.

RISQUES DE GUERRE OU DE RÉVOLUTION

L'Allemagne refuserait l'Ultimatum des Alliés

La majorité du Reischtag y semble bien opposée

Berlin, 8 mai. — Dans les milieux politiques, on considère de plus en plus comme probable le refus du gouvernement d'accepter les conditions de l'ultimatum des Alliés.

Il y a lieu de noter une évolution manifeste dans l'opinion publique à cet égard. En effet, tandis que le jour de l'Ascension on se montrait, dans les couloirs du Reichstag, partisan de l'acceptation de l'ultimatum, hier, au contraire, il semblait certain qu'une majorité serait réunie contre cet ultimatum.

Dans les milieux industriels, on déclare que l'occupation de la Ruhr ne peut pas troubler sérieusement la vie économique allemande et que cette mesure se retournera bientôt contre ses auteurs.

La Commission des affaires extérieures a tenu séance hier. Les délibérations ont porté sur l'ultimatum et les événements de Haute-Silésie. La plupart des députés ont été d'avis de repousser l'ultimatum en raison des charges financières qu'il comporte et, d'autre part, à cause des clauses sur le désarmement des forteresses de l'Est et la prolongation de l'occupation des pays rhénans, jusqu'au paiement de la dernière annuité.

La presse de droite se prononce à nouveau violemment contre l'ultimatum.

Le Gouvernement Allemand a de la peine à se constituer

Berlin, 8 mai. — L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, M. Mayer, a fait connaître, hier après-midi, au président d'Empire, qu'il ne pouvait se charger de constituer le cabinet.

M. Ebert a déclaré à M. Mayer qu'il ne considérait pas cette décision comme définitive et l'a prié de rester en tous cas à Berlin jusqu'à lundi, ajoutant que si les circonstances se modifiaient, M. Mayer pourrait accepter la mission qu'il lui confie.

L'attitude de la Bavière constitue un grave obstacle

Berlin, 8 mai. — Les chefs du gouvernement bavarois s'obstinent à refuser d'accepter le désarmement des gardes civiques.

Ceci constitue un grave obstacle à la constitution du cabinet allemand.

On croit toutefois que la situation sera éclaircie aujourd'hui, et que demain il y aura enfin un nouveau gouvernement.

" La voie qui mène aux crises violentes "

Paris, 8 mai. — Du « Temps » :

A mesure que les jours passent, à mesure que les engagements exigés de l'Allemagne prennent de plus en plus le caractère d'un trompe-l'œil le peuple français et le peuple allemand se trouvent engagés de plus en plus dans la voie qui mène aux crises violentes, car au pas dont vont les choses, il faudra tôt ou tard que les Français recommencent à combattre pour préserver leur indépendance nationale ou que les Allemands se soulèvent contre ceux qui confisquent leurs libertés politiques. Les soi-disant ménagements de Londres, risquent de conduire à une nouvelle guerre européenne ou à une vraie révolution allemande.

Dusseldorf sous les canons

Paris, 8 mai. — Parlant de la présence de nos troupes dans Dusseldorf, un de nos confrères donne le détail suivant :

« J'ai sous les yeux une carte impressionnante de l'occupation de Dusseldorf; nos troupes n'y sont pas disposées au hasard, mais dans quelques pâtés de maisons seulement, bien définis et marqués en rouge sur la carte. A droite et à gauche, il y a de la place pour faire tomber des obus, suivant la distance qui sépare les quartiers visés des îlots rouges immunisés.

En cas de révolte armée à Dusseldorf, et si nos troupes étaient menacées, tous les quartiers marqués en blanc sur la carte deviendraient instantanément la cible des batteries belges disposées au sud-ouest de la ville et dont le tir a été soigneusement réglé à l'avance.

La moitié de la classe 19 est arrivée en Rhénanie

Paris, 8 mai. — Les milieux autorisés estiment que la bonne moitié du contingent de la classe 19 est arrivée dans les pays rhénans.

Tous les mobilisés manifestent de l'entrain et de la bonne humeur.

Une protestation des ouvriers polonais

Varsovie, 7 mai. — A l'issue d'une manifestation, une délégation socialiste a présenté au président du Conseil la résolution suivante :

Les ouvriers de Varsovie protestent en face du prolétariat du monde entier contre la violation de la volonté du peuple polonais de Haute-Silésie, désireux d'appartenir à la République polonaise.

Les ouvriers de Varsovie y voient la négation du principe du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, droit obligeant chaque socialiste, et proclamé hypocritement par le capitalisme impérialiste.

L'Assemblée invite les camarades d'Angleterre de France et d'Italie à protester énergiquement contre la violation de la volonté du peuple polonais.

L'Amérique va proposer le désarmement général

Paris, 8 mai. — On mande de Washington au « New-Aork Herald » :

On croit que le colonel Harvey soumettra à la conférence des ambassadeurs, la question du désarmement et précisera que les Etats-Unis sont disposés à limiter leurs armements si les autres puissances acceptent de faire de même.

On fait ressortir au capitole que la meilleure solution pour le remboursement des dettes alliées envers les Etats-Unis, exige l'exécution des réparations par l'Allemagne.

L'Allemagne mobiliserait pour la Haute-Silésie

Elle a l'intention d'envoyer un Ultimatum aux Alliés

Paris, 8 mai. — Les milieux militaires continuent à prêcher la guerre contre la Pologne et préconisent l'envoi immédiat de la reichswehr en Haute-Silésie.

La mobilisation clandestine continue activement; des contingents de plusieurs milliers d'hommes de la police militaire et des détachements de la reichswehr, munis de mitrailleuses et de grenades ont quitté déjà Berlin pour la Silésie supérieure.

Selon d'autres informations, les Allemands préparent en Haute-Silésie, une réaction violente. Ils ont ouvertement distribué des fusils dans les rues de Beuthen où les autorités alliées ont découvert et saisi un camion rempli de grenades dissimulées dans des boîtes de marmelade.

Le gouvernement allemand, enfin, aurait l'intention d'adresser aux Alliés une note diplomatique ayant presque le caractère d'un ultimatum, les invitant à dire si oui ou non, ils enverront en Silésie des forces suffisantes pour protéger la population allemande; c'est de la réponse des Alliés que dépendrait le déclanchement d'une action de la reichswehr en Haute-Silésie.

L'attribution des territoires serait faite le 10 Mai

Paris, 8 mai. — La Conférence des ambassadeurs a discuté une proposition britannique, tendant à régler provisoirement la situation en Haute-Silésie, en attribuant immédiatement à la Pologne les districts de Pless et de Rybnick et à l'Allemagne les districts de la rive gauche de l'Oder.

La partie industrielle contestée resterait sous l'administration interalliée.

La conférence prendrait une décision le 10 mai.

La presse française est unanime à souligner l'urgence du règlement équitable de la question de la Haute-Silésie Elle espère que la thèse du général Le Rond l'emportera sur les thèses anglaise et italienne, tendant à attribuer seulement à la Pologne les districts de Pless et de Rybnick.

La situation reste grave dit-on à Berlin

Berlin, 8 mai. — Les nouvelles de source allemande représentent la situation en Haute-Silésie comme n'ayant rien perdu de sa gravité. Les troupes italiennes auraient été obligées d'abandonner Kandrzin. Les insurgés auraient, à la suite d'un combat sanglant, contraint la ville de Konigshutte, à capituler. A la suite de négociations, les insurgés ont évacué la ville de Rybnick. La ville de Cosel est dégagée. Le gouvernement prussien annonce que le nombre des volontaries qui se sont présentés pour faire partie de la police plébiscitaire, est bien supérieur à celui qu'elle peut admettre.

La situation s'améliore dit-on à Paris

Paris, 8 mai. — Le comité de Versailles a examiné les propositions faites par le gouvernement britannique en vue d'assurer le retour et le maintien de l'ordre en Haute-Silésie. Les experts militaires interalliés ont été d'avis qu'il n'y avait pas lieu d'adopter les mesures suggérées et, d'ailleurs, la situation paraît s'améliorer sérieusement. D'après, en effet, les nouvelles reçues aujourd'hui d'Oppeln à Paris, les relations télégraphiques sont rétablies avec tous les districts.

Les troupes françaises n'abandonneront pas Kattowitz

Berlin, 8 mai. — Le bruit que l'on avait fait courir ici et selon lequel les troupes françaises pensaient abandonner Kattowitz, est démenti. Le colonel Arbissen a déclaré que pour aucune raison, il ne quittera la ville.

L'espoir polonais

Varsovie, 8 mai. — La présidence du conseil des ministres communique la note suivante :

Quoique le gouvernement comprenne le désespoir de la population de la Haute-Silésie, il ne peut abandonner son point de vue que le mouvement insurrectionnel ne conduit pas au but.

C'est pourquoi le gouvernement, dès qu'il a appris l'insurrection, a utilisé tous les moyens étant à sa disposition pour calmer la population de Haute-Silésie et l'engager à cesser la lutte.

Dans le but de prévenir toutes les complications possibles, le gouvernement a fermé les frontières de la Haute-Silésie et se tient strictement à cette mesure.

Le gouvernement a fait des démarches auprès des puissances et leur a exposé la situation de la Haute-Silésie, ainsi que ses causes, réclamant de leur part un acte qui calmerait la population par l'assurance que la question de Haute-Silésie sera décidée équitablement sur la base du traité de Versailles et conformément à la volonté manifestée par le peuple dans le plébiscite.

Branle-bas de Combat dans les Ports Anglais et Belges

Grèves en Angleterre

Londres, 8 mai. — Le « Daily Mail » apprend qu'environ 30.000 maîtres d'hôtel et cuisiniers qui travaillent à bord des navires, appartenant au port de Liverpool, se sont mis en grève, à la suite d'une diminution de salaires.

Cette grève n'a pas atteint les grands paquebots faisant le service Liverpool-New-York, la diminution n'ayant pas été appliquée à ces grands navires.

Un commencement de grève s'est déclaré parmi les maîtres d'hôtel attachés au port de Southampton.

Lock-out en Belgique

Bruxelles 8 mai. — Les journaux annoncent que les marins ayant rejetée la proposition transactionnelle tendant au paiement des salaires au taux de la livre anglaise et exigeant que la livre soi échangée au cours du jour, les armateurs belges ont décidé de retirer tous les navires de la navigation.

La Métallurgie Lilloise est menacée de lock-out et de grève

UNE REUNION MIXTE AURA LIEU POUR L'ULTIME DECISION

Il y a quelque temps, le Syndicat Patronal de la Métallurgie faisait savoir au Secrétaire du Syndicat Ouvrier qu'il avait décidé de réduire les salaires des ouvriers de 0.25 en moyenne de l'heure. Il l'informait en outre en une sorte d'ultimatum que si les ouvriers refusaient, ils fermeraient leurs usines.

En présence de cette situation, le Secrétaire des Métallurgistes avait donc convoqué les syndiqués à une assemblée générale qui eut lieu hier matin au « Tivoli », rue de Fives.

Six à sept cents ouvriers assistaient à cette réunion. Après une discussion assez longue, l'assemblée générale a voté le principe de la grève en réponse au lock-out patronal.

Elle a, en outre, désigné cinq délégués qui se rencontreront prochainement en réunion mixte avec les délégués patronaux.

La grève des métallurgistes intéressait à Lille seulement, plusieurs milliers d'ouvriers.

Une chasse à l'assassin en forêt de Compiègne

ON IGNORE ENCORE SON IDENTITE

Compiègne, 8 mai. — On sait qu'hier le brigadier de gendarmerie de la Croix-Saint-Ouen (Oise), M. Geoffroy, a été tué par un malfaiteur dont l'identité n'est pas encore établie. Cet individu était recherché pour un vol commis récemment à Compiègne.

Au moment où le brigadier, entraînant sa capture, allait atteindre le bâtiment de la gendarmerie, le voleur réussit à se dégager et prit sa course vers la forêt, après avoir fait feu sur Geoffroy, qui fut tué sur le coup.

On avait dit que le meurtrier s'appelait Petit. Le renseignement était inexact.

L'actif commissaire de police de Compiègne, M. Bourdrez, nous a expliqué ce matin l'origine de cette fausse identité :

— On avait trouvé au domicile du bandit un livret militaire au nom de Petit et l'on crut d'abord que c'était le sien. Or, nous venons de nous apercevoir que ce livret a été volé au cours d'un cambriolage opéré l'an dernier par ce spécialiste à Palaiseau.

« Aussi nos recherches continuent-elles pour découvrir la véritable identité. Je compte aboutir bientôt, grâce à de nouveaux renseignements que j'ai eus ce matin.

« Quant aux recherches dans la forêt, elles continuent.

— Ne croyez-vous pas que l'assassin de M. Geoffroy aura réussi à gagner Paris ?

— Je ne le crois pas. Il est dans quelque fourré. Policiers et gendarmes sont sur ses traces. Il lui sera difficile de sortir sans être pris ».

IL DOIT SE PRENOMMER RENE ET A SEJOURNE DANS LE NORD

On sait que la police a arrêté l'amie du bandit. Elle déclara se nommer Georgette Bobiet, domiciliée à Juvisy. Elle avait rencontré là, dit-elle, dans un bal, l'homme recherché par la police et était partie avec lui. Ils avaient séjourné dans différentes villes du nord de la France, où celui qu'elle ne connaissait que sous le nom de René, avait toujours marqué son passage par des cambriolages. Il opérait le revolver au poing et exigeait de la jeune fille qu'elle l'accompagnât chaque fois.

Un gamin de 13 ans a poignardé son frère

Pendant le repas du soir, une discussion éclata, hier, à la table de famille, entre les deux frères Forissier, domiciliés à Saint-Etienne. Joseph, l'aîné, qui est âgé de 15 ans, est apprenti chaudronnier ; le plus jeune, Jean, qui n'a que 13 ans, fréquente encore l'école.

Au paroxysme de la colère, Jean Forissier se saisit de son couteau et en porta un coup terrible à son aîné. Celui-ci s'affaissa sans pousser un cri.

Transporté immédiatement au Pavillon d'urgence, il y fut hospitalisé, en raison de la gravité de son état.

Joseph Forissier fut atteint dans la région de l'omoplate gauche ; le poumon serait perforé. Ses jours sont en danger.

On a voulu incendier une église à Tourcoing

LA TENTATIVE CRIMINELLE A AVORTE

Le curé de l'église Saint-Eloi, au Blanc-Seau, à Tourcoing, en pénétrant hier matin dans la sacristie, quelques instants avant l'heure de la messe, vit avec surprise que l'on avait brisé un carreau du vitrail et que des cendres de papier brûlé jonchaient le sol.

Il fit prévenir M. Gabillaud, commissaire de police de permanence. Celui-ci se rendit immédiatement sur les lieux et constata que, la nuit, un journal anarchiste imbibé de pétrole que l'on avait allumé, avait été jeté dans l'intérieur de la sacristie par la vitre préalablement brisée. La torche est tombée sur les dalles et n'a rencontré aucun corps inflammable, ce qui a laissé avorter la tentative des incendiaires. L'enquête se poursuit.

LA FÊTE NATIONALE DE JEANNE D'ARC

Elle fut marquée d'incidents dans différentes villes

A PARIS

Paris, 8 mai. — La fête nationale de Jeanne d'Arc, instituée par la loi du 10 juillet 1920, et sur la proposition de membres du Parlement appartenant aux fractions les plus diverses de l'opinion, est célébrée aujourd'hui à Paris et dans la toute la France. Pour la première fois, le Gouvernement de la République et la Municipalité de Paris participent officiellement, ainsi que l'Armée et les Pouvoirs publics, à cette fête.

Les Préfets ont pris toutes les mesures utiles concernant le pavoisement des édifices publics. Dans leur commune, des maires organisent les mêmes réjouissances que pour le 14 juillet : bals publics, feux d'artifices, etc.

La ville de Paris a fait pavoiser tout particulièrement les édifices municipaux, l'Hôtel-de-Ville, les 20 mairies de Paris, la Faculté de Droit, la Bourse, la tour St-Jacques, le Palais des Beaux-Arts, etc. Les statuettes de Jeanne d'Arc qui se trouvent place de Rivoli, place St-Augustin et boulevard St-Marcel, ont été l'objet d'une décoration toute spéciale.

C'est par une cérémonie officielle que la fête a commencé ce matin, à 9 h. 30, devant la statue de la place de Rivoli, la ville de Paris est représentée par M. Guillaumin, vice-président du Conseil municipal, et par les membres du Conseil municipal ; deux discours sont prononcés, l'un au nom du Gouvernement, par M. le Ministre de l'Intérieur, l'autre au nom de la Ville de Paris, par M. Guillaumin.

Le président de la République s'est fait représenter par le commandant Deredinger.

M. Millerand avait fait déposer une gerbe de fleurs au pied de la statue.

La cérémonie officielle qui s'est déroulée place de Rivoli n'avait attiré qu'un nombre relativement restreint de curieux.

Des détachements de toutes les garnisons et un piquet de fusiliers marins encadraient la place sous les ordres du général Lavigne-Belleville.

Après les discours, la cérémonie est terminée. Les personnages officiels s'en vont. Les troupes regagnent leurs cantonnements. Alors, défilent devant la statue, des délégations des vétérans, de la Ligue des Patriotes, des Frères et Sœurs de guerre.

D'autre part, un cortège organisé par des groupes de Sociétés patriotiques et par les ligues d'Action Française, est parti de la place St-Augustin, se dirigeant vers la place de Rivoli par les boulevards Malesherbes, de La Madeleine, la rue Royale, la place de la Concorde, et la rue de Rivoli.

A 11 h. 15, la dislocation est opérée place du Palais-Royal. Le défilé devant la statue de Jeanne d'Arc a duré toute la matinée. D'innombrables couronnes ont été déposées sur la statue, ainsi que sur tous les autres monuments de l'héroïne nationale.

UNE CONTRE-MANIFESTATION

Paris, 8 mai. — A 11 heures, ce matin, place des Pyramides, une contre-manifestation s'est produite aux cris de : « A bas Jeanne d'Arc ! A bas la guerre ! » La police a dû intervenir, ainsi que des gardes républicains, et 19 arrestations ont été opérées.

Cette contre-manifestation, qui a eu lieu ce matin, place de Rivoli, a été provoquée par un nommé Louis Frère, représentant de commerce, né en 1897, à Paris, qui avait recrut des figurants de cinéma et leur avait donné 5 francs pour siffler sur le passage de M. Léon Daudet, député.

Les 19 figurants qui avaient été arrêtés, ont été remis en liberté l'après-midi, mais Louis Frère est gardé à la disposition de la police.

Dans les Départements

A ORLÉANS

Orléans, 8 mai. — Après une cérémonie religieuse à la cathédrale, à laquelle assista M. Bonnevoy, ministre de la Justice, à midi, alors que la foule envahissait les abords de la cathédrale, le cortège traditionnel s'est mis en marche pour se rendre sur l'autre rive de la Loire, où se trouve l'emplacement du fort des Tourelles. Le cortège avait triple caractère : civil, militaire, religieux.

Toutes les Municipalités des environs, les fanfares, les Sociétés, les Compagnies de Sapeurs-Pompiers, toutes les Sociétés locales y prenaient part.

Le Ministre a été très chaleureusement applaudi sur tout le parcours et en certains endroits on lui a jeté des fleurs. Il était accompagné du Préfet du Loiret.

A 3 h. et demie, a eu lieu sur la place du Martrois, la cérémonie militaire de la présentation des drapeaux du 131e d'infanterie, du 4ome territorial, du 24ome et du 331ème, et les étendards des régiments d'artillerie et du régiment de chasseurs à cheval, qui sont en garnison à Orléans.

Au moment où les personnages officiels ont pris place sur la tribune, le maire d'Orléans a adressé au Ministre de la Justice une allocution à laquelle M. Bonnevoy a répondu.

A BREST

Brest, 8 mai. — A l'issue de la revue passée à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, des manifestants appartenant à la jeunesse syndicaliste, ont poussé des cris hostiles à l'armée, au passage d'un détachement regagnant son casernement. Les manifestants ont été refoulés par la foule dans la cour de la Bourse du Travail et quelques arrestations qui avaient été opérées ont été maintenues.

A NANTES

Nantes, 8 mai. — Malgré un temps assez défavorable, un très long défilé après avoir parcouru les rues ce matin, est allé déposer des fleurs à la statue de Jeanne d'Arc. Les troupes de la garnison ont défilé avant à leur tête leurs drapeaux et les vieux étendards du 65e d'Infanterie (Royauté, Empire, Restauration).

A MARSEILLE

Marseille, 8 mai. — Malgré un temps douteux, la fête nationale de Jeanne d'Arc a été célébrée avec éclat. Une prise d'armes a eu lieu devant la Préfecture, suivie d'une remise de décorations et un défilé de troupes.

A STRASBOURG

Strasbourg, 8 mai. — Ce matin, les troupes et les enfants des écoles catholiques ont défilé devant la statue de Jeanne d'Arc, érigée place de la République.

Sur la tribune avaient pris place le commis-